



Vulgarité à l'américaine p. 3

Quand l'obsession du cul made in USA fait oublier ce qu'est la véritable indécence

QUESTIONS EXISTENTIELLES

Cinéphile

L'écriture dans la vie de tous les jours

Questions existentielles p. 5

Voyez comment La Presse drapé de beaux oripeaux philosophiques une morale de supermarché capitaliste



Forum Social Mondial p. 8

Le correspondant du Couac au Brésil rapporte les ratages du gros show altermondialiste

Un journal au développement plus durable que le ministère du même nom

Vol. 8 • n° 06

Mars 2005

3,50 \$

Un drôle d'oiseau

Le Couac

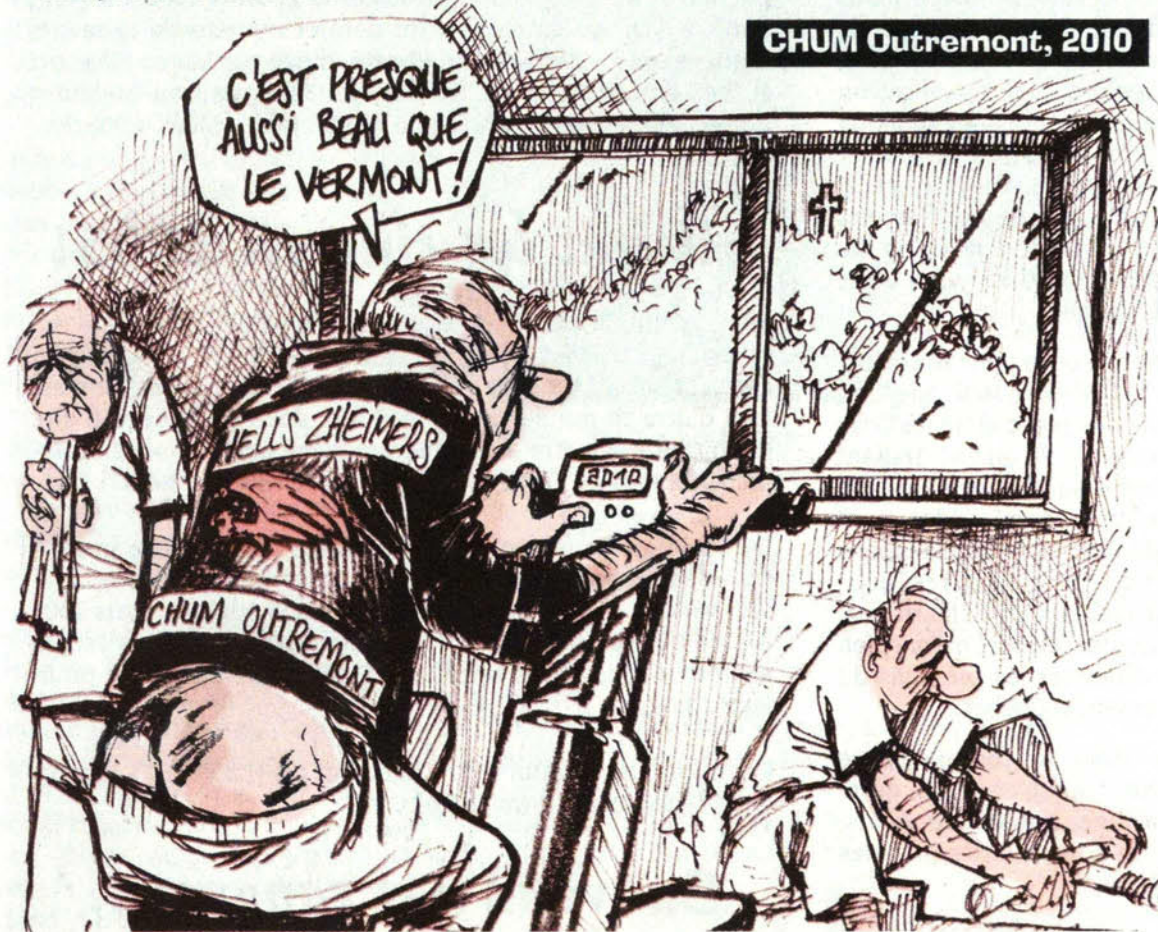


La fabrication du consentement

Foglia pédale dans la semoule

PAR JACQUES BOUCHARD

CHUM Outremont, 2010



CES TEMPS-CI, Pierre Foglia sent le besoin de défendre «son» journal et ses confrères contre les méchants gauchistes et contre une «joyeuse guidoune», légèrement dure de compréhension, qui sévit dans un quotidien concurrent. Tout a commencé le 2 décembre, suite à la publication d'un texte du directeur des Éditions du Québécois qui se plaignait du traitement réservé au dernier livre de Falardeau. L'éditeur osa écrire: «Didier Fissou est l'archétype même du journaliste à gages du groupe Gesca, prétentieux, fermé, incompetent lorsque vient le temps de traiter de la question

nationale». Foglia a profité de l'occasion pour s'en prendre à la «gauche nationaliste de L'Aut'journal»: «Je suis tanné de votre discours sur mon journal, sur mes collègues. Je suis tanné de vos énormités. De vos fixations de langage comme les ML¹ de jadis, de vos phrases toutes faites sur Power, sur La Presse.»

Le 17 février, le chroniqueur vedette revenait à la rescousse de ses petits camarades, particulièrement à celle d'André Pratte, en attaquant Franco «joyeuse guidoune» Nuovo, du Journal de Montréal, à propos du CHUM. Foglia suggérait à ses lecteurs, concernant les «12 223

éditoriaux en faveur d'Outremont» écrits par Pratte, que ce dernier se serait donné toute cette peine parce qu'il trouvait simplement le projet «séduisant»². Non pas parce qu'il est le porte-parole officiel du spéculateur multimilliardaire Paul Desmarais père, lequel a négocié la vente du terrain avec le CP. «Il ne me viendrait jamais à l'idée de le soupçonner de putasser», conclut-il. Mais bordel, Foglia, réveille! Il ne s'agit pas de putasser mais de faire la job de bras pour laquelle Pratte est payé. Point.

S'il avait lu certains papiers d'opinion du «ML de jadis»

Alain Dubuc, Foglia saurait que «Nos quotidiens [...] font une distinction soignée entre leurs pages d'information, qui visent l'objectivité, et leurs pages éditoriales, où peuvent s'exprimer, directement ou indirectement, les propriétaires. Ce sont là des règles connues, respectées, et que les lecteurs ont appris à décoder.» (La Presse 13-2-03). Si les pages éditoriales sont l'endroit où les propriétaires s'expriment indirectement, cela signifie que les éditorialistes sont des intellectuels à gages, choisis pour leurs aptitudes à exprimer directement les intérêts indirects des propriétaires, n'est-ce pas? Lorsque Dubuc écrit, par exemple, «L'aide à Bombardier, un mal nécessaire» (La Presse 15-12-04), n'est-on pas en droit de se demander qui s'exprime indirectement quand on sait que «Bombardier lance une coentreprise en Chine avec Power Corp.» (La Presse 27-3-03)?

Quant à la phrase qui suit celle où Foglia écrit n'avoir jamais soupçonné Pratte de putasser, elle se lit comme suit: «Contrairement à ce que le public s'imagine, la grande majorité des journalistes sont de très honnêtes travailleurs de l'information, mais chez quelques-uns, cette honnêteté touche presque à la religion. Chez nous, il y a André Noël, par exemple et, un autre exemple, André Pratte. [...] Tu ne doutes pas d'André Noël. Tu ne doutes pas d'André Pratte». Saint Pratte! Admirez l'amalgame: le journaliste et l'éditorialiste sont placés au même niveau, celui des «travailleurs de

l'information». Serait-ce que les règles que les lecteurs «ont appris à décoder» échappent au vieux Foglia?

Et il enchaîne sur le travail «exemplaire» du journaliste André Noël, qui a écrit quelques papiers sur les risques

Les éditorialistes sont des intellectuels à gages, choisis pour leurs aptitudes à exprimer directement les intérêts indirects des propriétaires.

élevés du transport de matières dangereuses via le site du CHUM-Outremont. La Presse ne pouvait pas passer à côté de ce problème, aussi évident que le nez au milieu de la face, sans perdre toute crédibilité. Il y a deux obstacles au site Outremont, «la sécurité et les coûts», écrit Foglia. C'est plutôt de la poudre lancée aux yeux des Québécois. Car ce qui est vraiment intéressant, et dont La Presse ne nous parlera jamais, se sont les occultes intérêts financiers en jeu. Quels sont-ils? Pourquoi «l'élite des gens

1- Marxiste-léniniste.

2- Le lendemain, Nuovo écrivait qu'Hélène Desmarais, la «charmante» épouse de Paul Desmarais Jr., avait tenté de le «séduire» pendant une heure au téléphone. Elle lui a avoué qu'André Pratte, Lysiane Gagnon et Alain Dubuc avaient compris comment le site Outremont était «séduisant». «On leur avait montré, à eux» (Journal de Montréal 18-2).

Voir page 4: Foglia

Dérives de la flicaille québécoise

PAR MARCO SILVESTRO

Le 15 mars étant la Journée internationale contre la brutalité policière, il est toujours intéressant de revenir sur les principales conneries de la gent constapatibulaire québécoise. Depuis mars 2004, la liste complète est tellement longue qu'on ne peut la publier en entier et nous n'avons relevé ici que les arrestations politiques, la brutalité policière, les décès et les blessures.

Arrestations politiques

Les manifestations contre la brutalité policière ont continué de faire la manchette: en février 2004, un juge acquitte les sept accusés de la manif de 2002. Le 15 mars suivant, neuf personnes sont arrêtées lors de la manif et accusées de méfaits ou d'entrave au travail des policiers. En novembre, les 41 accusés de la manif de 2000 sont absous en échange de travaux communautaires: «leur seul tort était d'être restés à au lieu de se disperser quand la manif a tourné au vinaigre». Deux d'entre eux sont condamnés à 15 mois de prison pour n'avoir exprimé aucun remord à fracasser les vitrines d'un McDo.

Le 14 avril 2004, premier anniversaire du gouvernement Patapouf, 191 personnes furent interpellées

et on leur a collé une contravention de 138 \$ pour attroupement illégal. Deux manifestants furent accusés, de méfait pour l'un et d'agression armée contre un policier pour l'autre. Le 18 novembre au soir, lors de la manifestation en marge du congrès du PLO, le même scénario se répète: 200 personnes interpellées,

lieu, dont neuf au Québec. Plusieurs manifestants ont pu expérimenter les sensations produites par les matraques électriques incapacitantes.

Les étudiants ne sont pas en reste depuis qu'ils contestent les coupes dans l'aide financière aux études: en février 2004, une

Par ailleurs, des membres du COBP, d'autres du syndicat agricole Union paysanne, des partisans des défusions municipales et des syndicalistes des CPE furent «rencontrés» ou ont fait l'objet d'enquêtes, «à titre préventif», par la SQ ou le SPVM.

Décès et blessures graves

En 2004, au moins douze personnes furent blessées sérieusement ou ont trouvé la mort lors d'interventions du SPVM. On compte parmi celles-ci quelques suspects abattus lors de fusillades, mais aussi Rohan Wilson, un jeune noir mort à l'hôpital deux heures après avoir été maîtrisé par les flics. Le coroner a conclu à un décès accidentel. La Ligue des Noirs du Québec s'est pour sa part inquiétée des pratiques policières et a demandé la formation d'un comité provincial sur la gestion des morts impliquant la police. Il y a de quoi: plusieurs personnes furent blessées par balle lors d'interventions policières. Notamment un homme, armé d'un couteau, atteint de cinq balles. Au moins trois personnes souffrant de troubles mentaux furent blessées par balle dans l'année, soulevant la question du sang-froid, du discernement et de la formation des policiers. Autre

Celui qui le dit, celui qui l'est

Paul Martin dit enfin «non, merci» au bouclier anti-missile. Bush, qui a la tête dure et la cervelle molle, ne comprend pas: «c'est aussi pour assurer la sécurité du Canada.» Faudrait peut-être lui rappeler que les seuls à avoir attaqué le territoire canadien, ce sont... les États-Unis, en 1774-75 et en 1812-14.

Exclusif

Un garde du corps de Jean Charest accusé de vol: les matériaux étaient-ils destinés au CHUM-Outremont?

— Dis, maman, est-ce que c'est ça, la réingénierie de l'État?

Limite de vitesse

Le Protocole de Kyoto n'est-ce pas cette grande idée de la communauté internationale qui, constatant que l'humanité était devenue folle et que nous nous dirigeons à 100 km/h vers un mur de béton, s'est engagé à réduire la vitesse à 90 km/h.

- Serge Latouche



identifiées, photographées, estampillées et contraventionnées.

N'oublions pas 32 syndiqués arrêtés lors de l'occupation du Bureau de la Sinistre Jérôme-Forget et 22 anarchistes qui ont eu la mauvaise idée, le 1er mai, de s'aventurer dans westmount.

Pendant la visite de Bush, en décembre, 21 arrestations ont eu

manif devant le parlement s'est terminée dans les gaz et en octobre deux étudiants furent tabassés. Le mois dernier, six étudiants furent arrêtés à Jonquière pour avoir bloqué le bureau de la ministre Gauthier et sept autres lors d'une manifestation au Château Montebello où le PLO tenait son caucus. Le tout s'est terminé en baston: sept flics, dix-sept gardes du corps et une dizaine d'étudiants blessés.

Voir page 4: Brutalité

ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org



Le tsunami de Lysiane Gagnon

LYSIANE GAGNON A UN PROBLÈME. Elle trouve constamment de l'antisémitisme dans sa soupe. On aurait cru que sa bourde au sujet de l'incendie de la bibliothèque de l'école Talmud Torah l'aurait calmée¹. Oh, que non! Quand elle se décide de traiter de la décision du gouvernement de subventionner à 100% les écoles privées juives, ce n'est pas tant Charest ou Reid qu'elle écorche, mais sa confrérie. Les journalistes québécois auraient trop parlé de l'affaire, causant ainsi un tsunami. (*La Presse*, 22-1-05).

Toujours la même tactique de la part de notre scribouilleuse. Sous le couvert du progressisme, décrier le passé de la société canadienne française pour conclure que la Révolution tranquille n'a rien changé. Le Québec est la patrie d'un peuple intolérant. Si, écrit-elle au lendemain de la volte-face de Charest, elle a tant tardé à traiter d'un sujet aussi chaud, c'est que, « dans cet extraordinaire unanimité, dans ce tsunami verbal qui a alors recouvert le Québec, il y avait trop de débris (comprendre: de l'antisémitisme). La poussière est retombée, le tsunami s'est résorbé. Parlons-en maintenant. »

La vertueuse ne manque pas de signaler que, déjà en 1994, elle s'était opposée à l'intention du ministre Chagnon « d'accorder aux écoles juives un financement à la hauteur de 100% ». Elle admet que l'initiative actuelle est encore plus dangereuse puisque, « depuis, le Québec a commencé à se débarrasser de sa gangue religieuse qui étouffait les écoles et ghettoïisait ses minorités et que les groupes susceptibles d'exiger les mêmes privilèges (les musulmans notamment) se sont accrus en nombre et en militantisme. »

« Il fallait donc réagir, ajoute-elle. Le problème, c'est que la réaction, par son ampleur et sa véhémence a été démesurée par rapport au problème. » Lysiane a toujours eu de la difficulté avec

« l'unanimité » des Tricotés serrés. Elle s'offusque: « Un sondage a démontré que 89% des Québécois s'opposaient à la décision sur les écoles juives. » Et sans le nommer, elle rend son confrère Denis Lessard responsable de la situation. Dans *La Presse* du 18 janvier, il rapportait que, lors d'un caucus, Jean Charest se vantait qu'un événement-bénéfice, organisé dans la communauté juive le mois précédent, « avait permis d'enregistrer pas moins de 750 000 \$ dans les coffres du parti, un record pour un tel événement depuis son arrivée à la tête du PLQ en 1998. »

Lysiane fulmine: « Bref, Juif égale argent égale puissance occulte. Seigneur! Il y avait bien assez d'arguments rationnels pour démolir l'initiative gouvernementale sans tomber en plus dans ce genre de discours. » Mais pourquoi donc ne serait-ce pas sain et démocratique qu'il y ait débat public afin de cerner l'influence des lobbys dans le processus de décision gouvernementale? N'a-t-on pas le droit de savoir dans quelle mesure ces dons influencent les décisions de façon telle que l'intérêt général puisse être sacrifié aux dépend d'un groupe plus apte que les autres à remplir les coffres du parti au pouvoir? En quoi est-ce de l'antisémitisme de penser ainsi? Quelques jours auparavant dans une série d'articles sur le sujet, le journaliste Alex Castonguay nous apprenait que, de tous les lobbys, c'est celui d'Israël qui est le mieux organisé au Canada. (*Le Devoir*, 17-1-05)

L'injustice historique. Cette injustice dont parle Lysiane a pourtant permis aux Juifs mont-réalais de constituer, après ceux de New York, une des plus prospères communautés hébraïques en Amérique. La raison: nulle part ailleurs qu'au Québec et... en Israël, les écoles juives sont autant subventionnées par l'État. On devrait donc être capable,

sans être taxé d'antisémitisme, de dire que la communauté juive a su tirer admirablement profit du système scolaire québécois. Et il n'est pas certain aujourd'hui qu'elle soit enclin à troquer son réseau d'écoles privées pour un régime d'écoles publiques complètement laïcisées.

S'il y a eu tsunami, c'est que la maladroite décision du gouvernement a fait prendre conscience aux Québécois qu'ils ne peuvent plus tergiverser. Que seule une laïcisation de notre réseau d'écoles publiques, et des écoles adéquatement financées, peut nous empêcher de tomber dans un communautarisme plein de dangers. Mais Lysiane exige plus. Elle déplore qu'il n'y ait aucun « mouvement prônant l'abolition des noms de saints qui parsèment le Québec ». Pour que la province devienne franchement laïque, il faudrait donc qu'on tire un trait de plume sur quatre cents ans d'histoire!

Et dire que cette journaliste écrit dans le *Globe and Mail*, question de jeter des ponts entre les deux solitudes. Le 24 janvier, traitant du même sujet que dans son « Gare au tsunami » deux jours plus tôt dans *La Presse*, elle donna comme titre à sa chronique: « From firebombing to firestorm », un titre qui, en soi, n'avait rien pour diminuer les préjugés du ROC envers le Québec.

C'est donc entendu, chère Lysiane, quoiqu'on fasse, quoiqu'on dise, nous, Québécois, sommes tous d'indécrottables antisémites.

CLAUDE G. CHARRON

1- Lysiane écrit: « Jusqu'à tout récemment, l'antisémitisme au Québec – le vieil antisémitisme « canadien-français » – était surtout affaire d'attitude: un mélange de méfiance, d'envie, d'ignorance crasse, d'hostilité plus ou moins ouverte envers les Juifs. (...) Hélas, nous voici au stade de l'acte. » (*La Presse* 08-4-04). Un jeune Libano-Québécois est présentement derrière les barreaux pour avoir causé l'incendie.

► PLOGUES

L'enfermement

Dans le cadre des dimanches politiques, la Casa Obscura présente *L'enfermement*, une série d'entrevues vidéos réalisées par Judith Vienneau avec des intellectuels québécois. Le film, en cours de montage, traite du concept d'enfermement des intellectuels dans leur système de pensée universitaire. La réalisatrice a décidé de projeter intégralement les entrevues. *Le Couac* vous invite à la Casa Obscura (4381, rue Papineau, au sud de Mont-Royal), les dimanche 13 et 20 mars et 3 avril à 19h30. Info: <http://www.internet.uqam.ca/web/p16243/> Bande annonce: http://baa-li.com/l_enfermement/ Pour la programmation complète, www.casaobscura.org

Colloque sur l'autogestion

Organisé par la Revue *Possibles*, avec, notamment: Normand Baillargeon, Francis Dupuis-Déri, Anna Kruzynski, Gabriel Gagnon et Marco Silvestro. Vendredi le 11 mars 2005, dès 13h. Suivi, à 17h, du lancement du dernier numéro de la revue, **Autogestions – Espaces de liberté**, dirigé par Marco Silvestro et Jean-François Lepage. Au Pavillon 3200 rue Jean-Brillant – Amphithéâtre B-2325, Université de Montréal – Métro Côte-des-Neiges.

Libérez les cinq en 2005!

Bien qu'Adil Charkaoui, ce Montréalais d'origine marocaine victime d'un certificat d'(in)sécurité, ait été libéré sous caution dernier après 21 mois de détention sans accusation, sa lutte est loin d'être terminée: il est toujours sous la menace d'une déportation. Quatre autres hommes musulmans sont également détenus au Canada en vertu de preuves secrètes.

La Coalition Justice pour Adil Charkaoui organise une marche contre les procès secrets, la détention arbitraire et la déportation vers les pays pratiquant la torture, samedi le 26 mars 2005 à 13h00, départ du Parc Atwater. Non aux déportations vers la torture! Abolissez les certificats d'insécurité! Arrêtez le profilage ethnique.

Coalition Justice pour Adil Charkaoui (514) 859-9023 justiceforadil@riseup.net www.adilinfo.org

Sauvons nos rapaces...

L'Union québécoise de réhabilitation des oiseaux de proie (UQROP) se trouve dans une situation financière critique après 18 ans d'activités et plusieurs milliers d'oiseaux de proie blessés soignés.

L'UQROP est un organisme à but non lucratif visant la conservation des oiseaux de proie et de leurs habitats naturels. Ses activités de financement permettent de soutenir les activités de la Clinique des oiseaux de proie (soit le coût des soins des oiseaux blessés), les activités éducatives de l'UQROP, comme les animations dans les écoles et le site d'interprétation Chouette à Voir!, et de participer à des projets de recherche ou de consultation sur la situation des oiseaux de proie au Québec. Devenir membre coûte 30 \$. www.uqrop.qc.ca

Une BD pour le climat

Dessins pour le climat – Greenpeace/Glénat Ouvrage collectif, cette BD réunit plus de 120 dessinateurs de France et de Belgique sensibles aux problématiques environnementales et, plus particulièrement, au réchauffement climatique. Alors que les dangers liés aux perturbations climatiques n'ont jamais été aussi importants, Greenpeace souhaite multiplier les canaux de diffusion pour alerter l'opinion. De leur côté, dessinateurs et artistes s'associent pour mettre leurs talents à la disposition de ce combat citoyen.

Pour en savoir plus: www.greenpeace.org/france_fr/multimedia/download/1/722926/0/dessins_pourle_climat.pdf

COURRIER DES LECTEURS

Agriculture: nouveau contrat social

On entend de plus en plus M. Laurent Pellerin, président de l'UPA, et les autres défenseurs de l'agriculture industrielle exiger un nouveau contrat social. Les raisons qui motivent ces gens à crier si haut et si fort sont nombreuses, mais tournent toutes autour d'une seule chose, l'argent: un revenu agricole qu'ils disent à la baisse, des taxes municipales de plus en plus élevées, des exigences agro-environnementales toujours plus onéreuses et contraignantes, des lois qui restreignent la capacité des fermes à grossir et se développer, etc.

La pratique de l'agriculture industrielle réclame continuellement des surfaces de plus en plus grandes pour faire, à moindre coût, un produit bas de gamme et épandre les déjections animales. Et maintenant, les agriculteurs productivistes

trouvent que le montant des taxes municipales à assumer est trop élevé. Pourtant, cette année, ce montant est remboursé à 85% par l'ensemble des contribuables du Québec. Ces agriculteurs veulent encore d'autres avantages fiscaux.

On exige de plus en plus de mesures agro-environnementales de la part des agriculteurs industriels (haies brise-vent, bilan phosphore, sauvegarde des berges, etc.) Toutes ces mesures subventionnées encore une fois par l'ensemble des citoyens. Il est étonnant que l'on soit maintenant contraint à exiger des producteurs agricoles à grande échelle qu'ils respectent les lois de la nature! Ce sont maintenant les urbains qui se soucient de l'avenir du monde.

M. Pellerin et autres ténors de l'agrobusiness, le nouveau contrat social que vous réclamez commence à peine à se mettre

en place. Ce nouveau contrat social devra inclure tous les gens, toutes les instances touchées de près ou de loin par l'agriculture et l'environnement, c'est-à-dire l'ensemble de la population. Le nouveau contrat social que vous réclamez doit se faire sur la place publique. Non pas, comme cela s'est fait lors des 50 dernières années, en catimini dans les officines gouvernementales. Les temps ont beaucoup changé depuis. Il vous faut maintenant penser que vous faites partie de la société et que vous ne vivez plus en marge, dans le ghetto que vous vous êtes créé.

Guy Boissé

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, une disquette par courrier postal: *Le Couac*, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

Le Couac

c.p. 222 succ. D, Montréal, Québec, H3K 3G5 Téléphone: (514) 596-1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau «Vice-président à l'information et éditeur adjoint»: David Ledoyen

Co-Rédacteurs en chef: Jacques Bouchard, Bruno Dubuc, Marco Silvestro

Collaborateurs: Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Claude G. Charron, Clôde De Guise, Francis Dupuis-Déri, Pierre Frisko, Jean-Marie Laliberté, Serge Latouche, Jean-François Mercure, Martin Petit, Michel Rioux, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations et photos: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charb, Luc Giard, Kérozen, Serge Ferrand, Charlotte Lambert, Marco Silvestro, Sniper, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: lecouac@vif.com (514) 596-1017. ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369 Imprimé au Québec

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: **Le Couac**

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: **Le Couac.**



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____



Les fesses à l'air

PENDANT QU'EN ONTARIO les Orangistes reprennent du service et voient la main de Satan dans ces quelques mots français affichés dans un village pourtant à forte majorité francophone, et qu'au Québec, Jean Charest accentue son virage «à droite toute» avec son remaniement ministériel, les Étasuniens viennent, en adoptant récemment une loi pour combattre l'indécence, de donner raison à Barbey d'Aureville qui constatait qu'il y a, pour les esprits impurs, de terribles indécences dans un tableau de Michel-Ange.

Qu'un pays comme les États-Unis en arrive à penser qu'il soit nécessaire de légiférer en matière d'indécence constitue indéniablement l'étape ultime de la vulgarité érigée en système.

Mais il y a maldonne, me semble. L'indécence, aux yeux de ces Étasuniens empesés, n'aurait de lien qu'avec ce qui a rapport au cul. Tout le reste de ce qui est indécent leur échappe. «Défendre la civilisation américaine et la morale...», tel est le but de cette législation adoptée par un vote de 389 contre 38 à la Chambre des représentants.

Ainsi, nous sommes plusieurs à estimer que la tête de W au téléjournal est une chose autrement plus indécente que le sein de Janet Jackson, aperçu l'espace d'un instant au Super Bowl de 2004, une apparition qui a coûté 500 000 \$ au réseau de télévision diffusant le match. Mais s'il en coûtait 500 000 \$ d'amende chaque fois que W apparaît sur nos écrans, ce ne serait pas long avant que l'on décide, là où ça compte, qu'il est grand temps qu'il disparaisse...

Car qu'est-ce que l'indécence, en effet?

Son contraire, la décence, est-elle bien servie quand la tromperie est érigée en politique, le mensonge en argument, la duplicité en forme de gouvernement? Remember l'Irak.

Parlant de décence, que penser de ce cas, récemment rendu public, d'un simple d'esprit qui n'était pas passé par la chaise électrique pour cause de quotient déficient, mais qui sera exécuté sous peu, ce même quotient s'étant quelque peu amélioré. C'est combien, l'amende?

Dans ce pays où, annuellement, de 300 000 à 400 000 enfants sont touchés par la prostitution, la

pornographie ou toute autre forme d'exploitation sexuelle (selon une étude de l'Université de Pennsylvanie), un pays qui tolère une industrie pornographique qui génère des dizaines de mil-



liards de dollars, on vient d'interdire dans certaines stations de télévision la diffusion du film *Il faut sauver le soldat Ryan*. Langage trop cru, a-t-on argué. Décence?

Endurer que 43 millions de citoyens n'aient aucune protection contre la maladie apparaît décent à des dirigeants politiques pour qui l'indécence, c'est Cuba. Cuba où la santé générale des habitants est supérieure à celle vérifiée aux USA...

Dans l'évangile selon Mathieu, chapitre 23, versets 14 à 29, on parle de sépulchres blanchis. «Malheur à vous, docteurs de la loi et pharisiens hypocrites qui dévorez les maisons des veuves sous prétexte que vous faites de longues prières. C'est pour cela que vous recevrez une condamnation plus rigoureuse.» Portés sur les excès de table, les sépulchres blanchis ne se rassasiaient pas des excès des riches, mais prenaient aux veuves leurs maigres ressources.

Les puritains qui se sont acharnés sur le sein de Janet Jackson, les mêmes qui ont décidé l'Irak, qui électrocutent depuis qu'ils ne pendent plus aux branches des arbres, qui s'encanaillent avec les films pornos, ont eux-mêmes les fesses à l'air.

MICHEL RIOUX

Laurendeau Loco

L'ancien humoriste Marc Laurendeau, autrefois critique de l'establishment et tout et tout, sévit maintenant comme chroniqueur à la Radio d'État. Laurendeau semble avoir perdu son sens critique en même temps que ses potes les Cyniques. Parlant d'André Pratte et de son éditorial sur les Loco Locass, Laurendeau présente ces derniers comme... des humoristes! «Mais les paroles de la chanson sont satiriques», se défend-il devant

ses co-animateurs qui s'insurgent de son jugement loufingue. Un grand moment: Homier-Roy qui fait une leçon de politique à Laurendeau: «Mais même si les paroles sont satiriques et drôles, c'est de la chanson et de la politique, comme plusieurs autres chansonniers l'ont fait». Laurendeau, mal à l'aise, change de sujet et nous parle de ses lectures favorites: *L'Express* et *Paris-Match*.

Le retour du Bacon

LE 14 FÉVRIER, 250 personnes se sont présentées au bureau de Patapouf, à Montréal, pour lui remettre une lettre d'amour. Des membres de la Coalition rurale du Haut-Saint-Laurent, de la Coalition citoyenne, de l'Union paysanne et de la communauté Mohawk de Kanawake ont bruyamment appuyé la mairesse de Elgin, déléguée auprès de Patapouf.

C'est que le gouvernement a levé le moratoire sur l'expansion de l'industrie porcine. Les industriels se sont donc remis à déposer des projets. À Chapais (Nord-du-Québec), le maire de l'endroit est aussi un promoteur porcin mégalomane: il a un projet de 135 000 porcs, du jamais vu en Amérique. Ailleurs au Québec, les citoyens d'une bonne vingtaine de municipalités s'opposent à d'autres projets.

La lettre d'amour, écrite dans un style ironique, accuse Patapouf de trahir sa promesse envers les citoyens ruraux et de retourner à ses amours «avec Miss Peggy». Elle demande aussi, plus sérieusement, de ne pas oublier que le bassin versant du Haut-Saint-Laurent procure l'eau de Montréal...

La mairesse Daoust est revenue très fâchée de sa délégation: «Le premier ministre est un lâche! Il n'a pas daigné se présenter recevoir sa lettre.» Il a préféré envoyer au front une quelconque secrétaire. Interrogée à savoir si son village peut bloquer un projet porcin, maintenant que le gouvernement a modifié la loi, elle répond par la négative: «C'est de la foutaise, it's

pig shit. La loi 54 dit que les municipalités vont pouvoir tenir des consultations publiques. Mais qui veut remplir son conseil de ville de citoyens mécontents?» De plus, la ville peut réglementer certains aspects (haies et couvercles anti-odeurs, distances des résidences, etc.), mais un paragraphe de la loi 54 modifiée stipule: en autant que cela n'affecte pas les finances du promoteur... Et finalement, il est impossible de refuser d'accorder le permis.

Benoît Girouard, secrétaire général de l'Union paysanne, tient un discours différent: «Mulcair vient d'imposer un autre moratoire dont personne n'a parlé: l'interdiction de défricher et cultiver toute terre considérée vierge en 1990. Cela signifie que les intégrateurs qui ont acheté des terres vierges ne peuvent, mêmes si elles sont défrichées aujourd'hui, les mettre en culture.» Le moratoire touche tous les secteurs de production, mais il visait spécifiquement l'industrie porcine, grosse consommatrice de terres sans phosphore. Il sera donc très difficile, selon lui, d'assurer la croissance de l'industrie. D'autant plus que le porc québécois aurait perdu de son lustre sur les marchés internationaux...

Une chose est toutefois certaine: l'opposition citoyenne à l'industrie porcine se réveille après deux ans de sommeil. Les industriels de la porcherie ne pourront pas, impunément, se remettre à faire du bacon sur le dos de notre environnement et de notre santé.

COUAC DES CHAMPS

Charest pris au piège du bilinguisme

PROMESSE TENUE: on enseignera l'anglais aux petits Québécois de langue française dès la première année du primaire. Cette décision, fondée sur une promesse électorale, fait fi des avis de la grande majorité des experts qui estiment que l'enfant doit maîtriser d'abord sa langue maternelle, sans quoi l'enseignement simultané de deux langues dès le début de la scolarisation risque de susciter une confusion dommageable. Peut-on espérer que, comme dans le cas de l'affaire du financement à 100% de certaines écoles juives, la pression populaire fera reculer le gouvernement Charest?

Le premier ministre est prisonnier de la mentalité *canadian* selon laquelle on se vante du bilinguisme parce que ça paraît bien, mais on ne le pratique qu'à sens unique. Un pays véritablement bilingue, où tous les citoyens parlent au moins les deux langues, ça n'existe pas. En Belgique, chaque langue a ses territoires. De même en Suisse, avec ses trois langues officielles plus une quatrième langue un peu officielle, le romanche. Là où deux langues cohabitent dans le même territoire, il est fatal que l'une des deux domine. C'est l'anglais dans le ROC (*rest of Canada*) et dans certaines localités du Québec (Westmount, Pontiac), où il est particulièrement important de lutter pour les droits des francophones. Dans le reste du Québec, il faut absolument que le français domine, sans quoi, à terme, notre langue sera folklorisée, comme en Louisiane, si elle ne disparaît pas complètement.

À la réflexion, il faut déplorer le dédoublement des régimes scolaires au Québec. Le Conseil supérieur de l'éducation recommande la laïcisation

Un pays véritablement bilingue, où tous les citoyens parlent au moins les deux langues, ça n'existe pas.

des écoles catholiques et protestantes. Ce serait un pas dans la bonne direction, mais il faudra un jour ou l'autre aller plus loin et fusionner les régimes scolaires. La situation actuelle maintient une collectivité anglophone fermée sur elle-même, pour ne pas dire un ghetto, dont plus du tiers des membres refuse d'apprendre le français. Cette collectivité a des richesses intellectuelles et financières, mais elle constitue une minorité de blocage qui nuit parfois au progrès du Québec. Nous sommes par exemple confrontés à une nécessité mensongère de construire deux CHU, deux méga-hopitaux universitaires, alors qu'un seul, bien conçu, suffirait. Il ne s'agit évidemment pas de chasser cette minorité, mais de l'intégrer. On ne s'opposera pas à ce qu'elle conserve sa langue, mais il faudra lui imposer le français comme langue commune. Cela ne fera pas disparaître l'anglais, qui s'appuie sur une population énorme dans notre continent.

Dans ces écoles d'un régime unique, le français sera la langue principale et l'anglais, la langue seconde, dans un sens nouveau de l'expression. Vu la relative autonomie dont jouissent les commissions scolaires et les écoles, une certaine souplesse permettrait, par exemple, un enseignement plus poussé de la littérature anglaise et étasunienne «là où le nombre le justifie», de façon à traiter les Anglo-québécois comme le ROC traite les Canadiens français. En somme, une politique de réciprocité comme proposait René Lévesque dans les années 70.

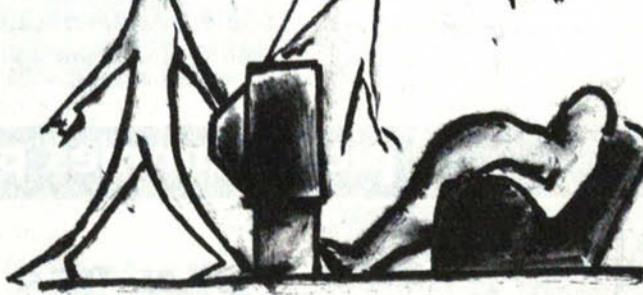
PIERRE DE BELLEFEUILLE

On s'en fout

Il n'y aura pas de hockey cette année.



Lève-toi et marche



Semaine sans télé 2005
du 2 au 9 avril

Bien sûr, la télévision est polluante à fabriquer, à faire fonctionner, puis comme déchet, mais surtout, par nature, elle conduit à la passivité. Elle est le média de la communication superficielle, simplificatrice, n'acceptant que les discours binaires. Elle est l'outil de régression des masses dont ont besoin les publicitaires et les industriels pour réduire les êtres humains à l'état de consommateurs. Refuser la télé? Extrémistes! Le discours de la libération et de la résistance est immanquablement psychiatriqué par les chiens de garde de l'ordre marchand. Les personnes libres sont la grande terreur du système. La Semaine sans télé: une bonne occasion de jeter l'œil qui vous surveille et formate vos enfants en moyenne 3 h 30 par jour. Alors... Debout, le monde a besoin de nous pour le transformer. Pour le sauver.

antipub.net

Foglia pédale dans la semoule

Suite de la page 1

d'affaires» menace-t-elle de boycotter le CHUM s'il n'est pas construit à Outremont?

Généralement, dans ce genre de projet, ce sont les « passes » immobilières qui sont les plus payantes. Les ex-conseillers municipaux Irving Grundman et René Dusseault pourraient en témoigner. La gare de triage contaminée d'Outremont est entourée d'une importante friche industrielle. Une banque de terrains spéculatifs à haut potentiel de valeur ajoutée, que l'on ne retrouve ni sur le site de Saint-Luc ni sur celui de l'Hôtel-Dieu. Si jamais le futur CHUM y était construit, on imagine que des milliers de *baby boomers* vieillissants seraient intéressés à acquérir un condo avec vue panoramique sur l'hôpital et le Mont-Royal. Imaginez la passe de fric pour des spéculateurs qui auraient acheté ces terrains pour une bouchée de pain. Y a-t-il eu des transactions immobilières importantes juste avant qu'on s'intéresse au site? Il serait intéressant de savoir qui sont ceux qui profiteront inévitablement de cette manne « inattendue ». Cherchez à qui profite...

Deux jours plus tard, pour faire suite à l'affaire du CHUM, l'homme aux chats s'en prend à ceux qui contestent la « démocratie », laquelle consiste à voter tous les quatre ans pour une marionnette de la finance et, ensuite, à se

soumettre à sa volonté, quoi qu'il arrive. Foglia s'en prend surtout aux fabricants d'opinion publique: « Votre culture démocratique a pris résolument le virage de la souveraineté populaire: sondages toutes les cinq minutes, référendums, pages d'opinion, tribunes libres, etc. » (19-2) À qui la faute, Foglia? Lis-tu *La Presse*, des fois?

Le cas du CHUM n'est pas unique. *La Presse* a l'habitude de travailler l'opinion publique dans le sens des intérêts de ses propriétaires. Dans le cahier spécial, publié à l'occasion de l'inauguration des nouvelles presses (12-10-2003), André Desmarais, le propriétaire, écrit: « Dans les marchés comparables au nôtre, peu de quotidiens consacrent autant d'espace à l'analyse et aux débats ». Guy Crevier, président et éditeur, en rajoute: « *La Presse* est un quotidien de référence qui a pour objectif de soulever les enjeux, de privilégier l'analyse, de susciter les débats et de proposer un espace dynamique où s'exprime la diversité des opinions. » Diversité? Entendons plutôt « la droite et le centre-droit ». La gauche peut bien aller se faire voir ailleurs, n'est-ce pas?

Dans cette optique, à la suite « d'une idée originale d'André Pratte », *La Presse* a réuni en février 2004 un comité « d'experts »³ sous le thème *Des idées pour le Québec*, dans le but « d'encourager des

débats de fond sur l'évolution de la société québécoise ». Dans sa chronique sur la publication du « rapport » de ces messieurs, Claude Picher – le journaliste favori des *think tanks* de droite – écrivait: « Le clou du document est sans doute une recommandation qui propose d'augmenter graduellement les tarifs d'électricité pour qu'ils reflètent les prix du marché » (24-2-04).

Le clou. Tu parles! Et les intellectuels à gages de *La Presse* y sont tous allés de leur papier pour promouvoir cette bonne idée. André « qui ne putasse pas » Pratte titrait l'un des siens *L'excellente idée de M. Caillé* (13-12-04). Voilà qui est intéressant: Pratte, initiateur du comité dont le « clou » des recommandations est l'augmentation des tarifs d'électricité écrit, dix mois plus tard, que l'idée vient d'André Caillé. Un blanc de mémoire, sans doute. Ou un peu de surmenage, peut-être? Mais quelle habile façon d'occulter le rôle de *La Presse*!

Quels intérêts sert-on lorsqu'un journal met sur pied un comité pour fabriquer une opinion et ensuite la diffuser comme une idée provenant d'un tiers? Cet intérêt soudain de Power pour les tarifs résidentiels d'électricité est beaucoup plus inquiétant que les portes des centrales d'Hydro-Québec, perdues dans la toundra, qui ne sont pas fermées à clef. Pourquoi Power s'intéresse-t-elle tant à

l'augmentation des tarifs d'électricité? Faut-il y voir une première étape vers la privatisation?

On a aussi eu droit en décembre dernier aux *Conférences La Presse-Radio-Canada*. Le quotidien « désintéressé » a convoqué pour l'occasion des « experts » mondiaux de *think tanks* pour publier leurs fabulations néolibérales en tant qu'information objective. Comme si les bouses intellectuelles de l'Institut *déconomique* de Montréal, du Fraser et de Brian L. Crowley from the Atlantic Institute for Market Studies – qui farcisent déjà grassement ses pages d'opinions – ne suffisaient pas. Toutes ces « initiatives » de *La Presse* à Power relèvent bien plus de l'endoctrinement et de la propagande que de l'information journalistique.

Nous pourrions continuer encore longtemps à analyser le traitement biaisé de l'information que fait *La Presse* lorsqu'elle parle de politique nationale, de la guerre d'Irak, du bouclier antimissile, du syndicalisme, du monde des affaires, de l'environnement, etc. *La Presse*, c'est comme un pâté chinois: un rang de publicité et de plugues, un rang de *human interest* et de chiens écrasés, un rang de propagande néolibérale. L'information, la vraie, c'est comme le ketchup: il y en a un peu sur le dessus pour relever le goût et donner de la couleur.

3- Comité comprenant, comme par hasard, Robert Lacroix, recteur de l'UdeM et « père » du projet CHUM Outremont...

T. Malade

Pour rendre hommage à l'illustre inconnu à l'origine de la poétique appellation C. difficile (francisation douteuse de *Clostridium difficile*), *Le Couac* a mis tout son génie à l'œuvre et a accouché des noms suivants, qu'il s'empresse d'offrir à la science: K Despesse, G. Malkâlisse et, enfin, le T. Pasortidubois, qu'on réservera bien sûr à une bactérie d'une rare férocité.

Gazer le Kanada

Patapouf: « Le Québec se distingue et a le plus bas taux canadien d'émission de gaz à effet de serre (SRC, 16-02). Notre objectif, dès lors, en tant que gouvernement responsable, sera d'abolir cette différence au nom de l'unité canadienne. »



Dérives de la flicaille québécoise

Suite de la page 1

exemple: un flicon a jugé intelligent de barrer subitement la route à deux conducteurs de VTT pour les obliger à s'arrêter, provoquant une collision et la mort de l'un d'eux.

Les frasques du Service de police de Sherbrooke (SPS)

Les policiers sherbrookoïses sont particulièrement violents. Depuis l'automne 2003, une quinzaine furent impliquées dans des bagarres, notamment dans un bar avec des Hell's Angels ou lors de matchs de hockey. Huit autres furent accusés en 2004 de brutalité, quatre autres furent trouvés coupables de voies de fait lors d'une arrestation et deux autres d'arrestation illégale et de force abusive. À noter: un flic qui avait tiré dans le dos d'un voleur fut lavé de tout soupçon de force abusive, alors qu'un autre qui avait décidé d'aller au casino pendant les heures de « bureau » fut renvoyé pour manquement au devoir. Enfin, n'oublions pas le blâme du

juge Bellavance contre les méthodes d'enquête du SPS, ce qui avait justifié le déplacement du procès du violeur Bernier vers Montréal (affaire Boisvenu).

L'espace manque pour faire mention en détail de tous les cas. On aurait voulu parler des policiers qui se servent des fichiers confidentiels pour leur usage personnel, de ceux qui mènent leurs enquêtes tout croche, de ceux qui abusent de leur autorité, de ceux qui harcèlent les itinérants et autres habitants de la rue, notamment les prostituées. Le mois prochain, pour faire suite à cet inventaire, nous reviendrons sur le cas spécifique du profilage ethnique qui, suite aux discours sécuritaires post-11 septembre, devient une pratique aussi courante qu'inavouée.

La liste a été établie grâce aux dépêches de la Presse Canadienne et aux infos colligées par le COBP (www.cobp.mtl.com).

Sceptiques confondus

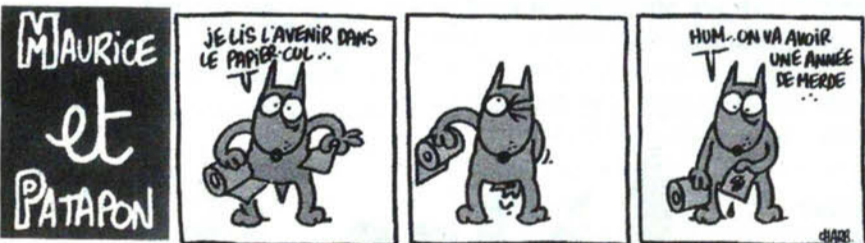
Que ceux qui doutent que Georges W. Bush parle avec Dieu aillent se rhabiller: réussir, comme il le fait, à couper encore dans les programmes sociaux sans les éliminer complètement relève du miracle.

Think positive

Toujours là quand il s'agit de répandre la nouvelle économique rassurante, l'Institut Fraser se prononce contre la fermeture des centrales au charbon ontariennes, affirmant « que [leurs] taux d'émanation ne nuisent pas à la santé des Ontariens, contrairement aux conclusions des études précédentes. » Au moment de mettre sous presse, on apprenait que le célèbre réservoir de pensées s'appêtait à dévoiler une autre étude démontrant que le monoxyde de carbone, bien mélangé à la purée de pois chiches, favorisait la croissance des dents chez les nourrissons.

Protocole de Kyoto

Le Sinistre de l'environnement, Stéphane Dion, affirme que le Canada achètera des « droits de polluer » de pays sous-pollués pour atteindre ses objectifs. Une source aussi anonyme que bien renseignée affirme que le Canada a déjà ciblé quelques pays: la Barbade, les Îles Caïman, la Suisse et le Luxembourg. On le sait, la principale production de ces pays est l'évasion fiscale, et l'argent ça ne pollue pas, n'a pas d'odeur et le blanchiment ne cause aucun problème environnemental.



Leçon de l'Histoire

Ariel Sharon a déclaré « Israël a appris la leçon d'Auschwitz ». En effet, Israël s'efforce de l'appliquer envers les Palestiniens.

Javellisé

Michael Jackson: « Je mérite un procès équitable comme tout autre citoyen américain. Je serai acquitté et blanchi quand la vérité aura éclaté. » Acquitté, ça reste à voir. Blanchi, ça, y'a pas à dire...

Brutalité policière

En 2004, on s'en réjouit, il ne semble pas y avoir de traces d'un cas grave de brutalité policière.

Quelques poulets, pas plus d'une dizaine, furent blâmés pour avoir utilisé une force excessive ou un mauvais jugement (comme de braquer son arme inutilement) et, selon la peine habituelle, furent suspendus quelques jours.

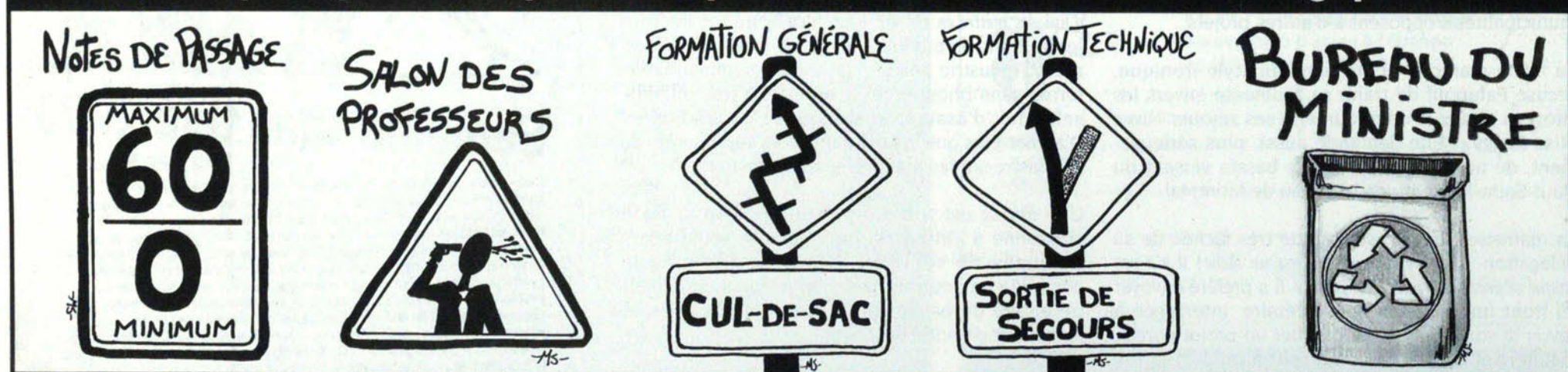
Plusieurs vieilles affaires continuent toutefois de faire les manchettes: En mai, la sentence des policiers blâmés dans l'affaire Barnabé (1993) est confirmée par la Cour Supérieure; ils font appel, même si deux des trois sont déjà à la retraite. Une autre vieille affaire s'éternise: un membre de l'unité tactique du SPVM, qui a utilisé une force très excessive sur un citoyen, est finalement mis à la porte après dix ans de tergiversations juridiques. Pendant ce temps, il a réussi à avoir de l'avancement et sa retraite sera confortable... Enfin, Joe David, est mort après six ans de paralysie consécutive à quelques balles bien placées par des agents de la Police Mohawk de Kanesatake (en 1999).

Une seule bonne nouvelle: la Coroner en chef du Québec a demandé une enquête publique sur l'intervention policière qui a mené à la mort de Berniquez en 2003. Six policiers avaient maîtrisé l'homme, mort une heure plus tard.

Nez Bleu

Fin décembre 2002, un policier a transporté un homme ivre dans le coffre de sa voiture de patrouille parce qu'il ne voulait pas salir sa banquette arrière. Condamné à cinq jours de suspension, il devra les purger dans la communauté. Le coffre d'une Mini aurait été plus approprié.

5 pictogrammes pour comprendre la Réforme Reid au Cégep



La morale de supermaché

Dans «l'épaisse» Presse du samedi (s'cusez le pléonasme), le citoyen sans foi ni loi bénéficie désormais des services d'un oracle patenté qui lui permet de résoudre à bon prix ses problèmes de conscience. Et effectivement, 2,00\$ pour se faire indiquer le droit chemin, ce n'est pas cher. Surtout qu'environ 80% des revenus de La Presse proviennent de la vente de publicité et que c'est surtout vous qu'on vend aux annonceurs. Et puisque c'est vous qui payez La Presse pour qu'elle vous ajoute à son lectorat qui lui permet de charger le gros prix à ses annonceurs, il semble effectivement y avoir là un grave problème existentiel.

Mais rassurez-vous, ceux qui sont abordés dans la chronique «L'éthique dans la vie de tous les jours» appellent des réponses beaucoup plus simples, voire simplistes, ce que le philosophe de service de La Presse, qui siège sans doute quelque part entre la machine à café et le photocopieur, ne se gêne pas de formuler. Or la morale des uns faisant souvent le malheur des autres (comme le dit le vieil adage), il apparaît pour Le Couac que celle de l'aède de Power Corp ait pour le moins quelques présupposés douteux que nous nous emploierons ici à mettre au grand jour, histoire que le quidam qui veut ensuite culpabiliser sache au moins pourquoi il le fait.

1 Dans la mesure où il ne restera bientôt plus que l'air (et encore!) qui sera gratuit, oui, c'est toujours «tentant» (admirez aussi le choix de l'épithète qui rappelle cette bonne vieille tentation judéo-chrétienne, synonyme de péché).

2 11 \$ (ou plus?) pour un navet Hollywoodien jetable si c'est pas de l'abus c'est quoi? Une levée de fonds pour la pension de Schwarzy?

3 Comme aucun être humain normalement constitué ne peut apprécier se retrouver dans un de ces multiplex (qui sont au cinéma ce que Ameublement Elvis est au Taj Mahal), il est de bon ton de les bitcher un peu. Mais n'ayez crainte, la police de la conscience s'en vient...

4 Et si voler des crosseurs serait juste reprendre en toute légitimité ce qu'ils nous ont piqué en toute légalité? Ça deviendrait alors un geste hautement moral, non? Et comme Wal-Mart vole outrageusement le temps de travail de ses centaines de milliers d'employés en les exploitant pour des pinottes, le fait de leur piquer quelques rouleaux de papier-cul (ah non, c'est vrai, il les vendent juste en paquet de 256...) n'a vraiment pas, en ce sens, la même teneur morale que de les piquer au gars du dépanneur qui en a besoin pour boucler sa fin de mois. Mais au-delà de cette puéride question, ce qui est moral, n'est-ce pas plutôt d'aller au plus pressant, à la racine des problèmes? Dix milliards de dollars US de profits chez Wal-Mart pour 2004, ça vous apparaîtrait moral, ça, vous?

QUESTIONS EXISTENTIELLES

L'éthique dans la vie de tous les jours.

Cinéphile malhonnête?

NICOLAS LANGELIER
COLLABORATION SPÉCIALE

Q À mon multiplex, il est possible, après avoir vu le film pour lequel on a acheté un billet, d'entrer dans d'autres salles et voir d'autres films. La direction ne le permet pas officiellement, mais elle n'engage personne pour surveiller. Est-ce vraiment si mal de le faire? Après tout, les films que je vais voir après sont souvent des films que je n'aurais pas été voir, si je n'y avais pas eu accès gratuitement. Autrement dit, personne ne perd d'argent. Et si jamais la salle se remplissait complètement, je m'en irais pour ne pas prendre la place d'un spectateur payant. Je me dis qu'au prix où sont les billets de cinéma et les grignotines, il est difficile d'avoir de la peine pour les propriétaires de salles...
— P.M. Montréal.

d'un train de munitions allemand en 1945 et celui de Montréal/Delson/Candiac en 2005 ne sont évidemment pas la même chose, d'un point de vue éthique. Mais, jusqu'à preuve du contraire, les propriétaires de salles de cinéma ne peuvent être comparés au régime nazi. Même si *déjà* était effectivement une sorte de crime contre l'humanité.

Ensuite, difficile de croire votre prétention selon laquelle vous quitterez la salle si un détenteur de billet légitime a besoin de votre siège. Comment cela se passera-t-il exactement? Vous vous lèverez en agitant les bras, tout en criant «Venez ici, je m'en vais, je n'ai pas payé mon billet»? Plus probable: par gêne ou par peur d'être pris, vous le reléguerez à un mauvais siège dans la première rangée.

Mais, plus que tout, le problème avec votre pratique, c'est qu'elle reste du vol, malgré toutes les justifications dont vous l'enroulez. Pas un vol aussi évident que si vous entriez pas effraction ou que vous fabriquiez de faux billets, mais du vol quand même. Le propriétaire de la salle y perd. De même que tous les chaînons de l'industrie cinématographique: distributeurs, producteurs, artisans. Ici, le test de la bonne vieille maxime universalisable de Kant: son utilité: qu'arriverait-il si plus de gens agissaient comme vous? Le propriétaire du cinéma devrait probablement hausser ses prix, ou engager du personnel pour surveiller les allées et venues des spectateurs. Pas des choses très positives, vous en conviendrez sûrement.

Vous avez des interrogations éthiques, des dilemmes moraux déchirants et autres questionnements existentiels? Écrivez-nous à Questions existentielles, à ethique@lapresse.ca ou au 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.

5 L'amalgame classique avec ce qui est le paradigme du Mal absolu. Comment y résister?

6 Allez hop!, une autre p'tite *joke* pour amadouer le lecteur. Après tout, on est une «arme de divertissement massive», ne l'oublions pas.

7 Inventer une conséquence incongrue pour ensuite ridiculiser la démarche sous-jacente, truc classique de politicien utilisé ici à la sauce philosophique.

8 Une coche de plus dans la mauvaise foi: attribuer des intentions minables à autrui pour ensuite le rendre responsable des atrocités qui en découlent (ici, être assis en avant dans un multiplex, ce qui garanti à coup sûr une migraine carabinée).

9 Nous y voilà: le vol présenté comme répréhensible en soit, comme la peste de l'âme bonne, comme l'un des dix commandements à respecter comme les autres, c'est-à-dire aveuglement, puisqu'il vient de Dieu... Et toutes les recherches sur le développement du jugement moral faites par les psychologues qui montrent qu'il est des moments où l'être humain en vient à agir selon des principes de dignité et d'équité plus élevés que les lois (qui ont toujours un siècle de retard sur l'évolution des rapports sociaux), ce doit être de la propagande de sales gauchistes, n'est-ce pas?

10 Encore une fois le vrai problème, si l'on côtoie un peu des cinéastes et des artisans du cinéma dignes de ce nom, c'est «l'industrie cinématographique» en soi qui ne vise qu'une chose: la rentabilité du «produit culturel» qui doit être vendu à des «spectateurs-clients».

11 Ici, pas d'argument rationnel on l'avoue, mais un aveu philosophique, un souhait viscéral, une délivrance: Kant, I just can't...

12 À court terme peut-être, mais à long terme, on susciterait sans doute un débat qui ferait en sorte qu'on arrêterait de nous prendre pour des cons et on nous présenterait du cinéma de qualité dans des salles conviviales.

13 Évidemment, on termine avec l'absolution paternaliste de circonstance. Va et ne pêche plus. Amen.

BRUNO DUBUC

Citation authentique...

La Commission parlementaire sur la réforme du Conseil du Statut de la femme qui se déroule présentement à Québec offre une bonne occasion d'évaluer la qualité de l'enseignement de l'histoire au Québec. Le président de la commission s'est dit étonné que le groupe de pères-divorcés «L'Après-

rupture» ait envoyé à des députés des lettres traitant le féminisme «féminazisme» et l'associant à Hitler. Le porte-parole du lobby des pères a répondu: «quand on est un père de famille et que l'épouse [...] téléphone le 911, le père de famille est traité exactement comme un Juif l'était par

Adolph Hitler, exactement la même chose.» Des personnes qui visitaient au même moment des camps de concentration en Europe affirment avoir entendu une rumeur s'élever des fausses communes, mais se sont dit incapables d'identifier s'il s'agissait de rires ou de sanglots.



Une sinistre folie

L'ASTROPHYSICIEEN FRANÇAIS ROLAND LEHOUCQ, dans un article intitulé «Compte à rebours» paru dans Le Monde diplomatique de janvier, voulant illustrer l'épuisement de la terre sous l'effet de la croissance exponentielle que nous connaissons depuis un demi-siècle, propose l'image suivante.

Cette croissance, que pendant longtemps l'on ne suppose pas catastrophique, il la compare à la reproduction d'une bactérie dans une boîte. Le nombre de bactéries double, disons, à toutes les 20 minutes. Supposons que le processus commencé à midi avec une seule bactérie se poursuit jusqu'à minuit et qu'à cette heure-là la boîte est remplie, le nombre des bactéries ayant alors été multiplié par 68 milliards...

Contrairement à ce qu'on pourrait penser — faites le calcul —, les bactéries, à 22 heures, n'occupent que 1,5 % du volume de la boîte et donc personne ne prévoit encore la catastrophe qui se prépare. À 23h20, les bactéries commencent seulement à s'inquiéter: c'est qu'à 23h40, la boîte sera à moitié pleine. Vingt minutes avant, donc, grâce à des programmes de recherche, on en arrive à pouvoir ajouter trois nouvelles boîtes, croyant ainsi s'accorder énormément de temps additionnel. Pure illusion car, à cause de la croissance toujours exponentielle, les bactéries n'auront bénéficié que de 40 minutes de grâce: les quatre boîtes seront pleines à minuit 40!

«La terre est un système fini, écrit l'auteur. (...) Nous avons toujours puisé sans compter dans des ressources imaginées, sinon infinies, du moins très grandes. (...) Une grande croissance exponentielle se heurte inévitablement, et beaucoup plus rapidement qu'on ne le croit, à la finitude des ressources de son environnement», comme on vient de le voir.

Ainsi l'humanité sera surprise. L'interprète. La tragédie fondra sur elle, dans ces «40 minutes», à une vitesse inimaginable. Le phénomène sera imparable alors, selon toute probabilité, vu la complexité inouïe des réalités en cause. Le temps où l'on aurait pu encore agir avec un minimum d'efficacité aura passé. Chaque «minute» perdue aura accru le danger de manière exponentielle aussi. En termes réels, chaque année ou chaque décennie perdues, comme c'est le cas de nos jours, rapprochent terriblement les échéances.

Celles-ci deviendront-elles inéluctables? C'est ce que laisse entendre l'apologue de M. Lehoucq, même lorsqu'il évoque certaines mesures qui bientôt pourraient être prises, comme celle concernant d'extraordinaires capteurs d'énergie solaire qu'il décrit.

A une certaine échelle, à une certaine profondeur, qui devient — qui est déjà — la seule qui compte, il n'y a pas d'autre problème politique que le problème écologique. Il est total, définitif, démesuré. A terme, il se révélera clairement tel, rétrospectivement...

Devant l'éventualité envisagée, le discours s'arrête, si ce n'est celui qui, toutes affaires cessantes, concernerait ce problème. On ne pourra plus ne pas en tenir compte. La question dont je parle est en effet la seule à laquelle tout le reste doit se subordonner.

Il faut en quelque sorte faire symboliquement silence sur le reste. Car cette question devenant un unique absolu, il importe de mesurer sur elle seule toutes choses.

On n'aura pas le choix des conditions, dont nous ne connaissons présentement que l'amorce. C'est à peine si, collective-

ment, nous commençons un peu d'en soupçonner le sens, de sorte que la politique impérialiste peut continuer dans ses folies, assurée par les imbéciles qui ne pensent qu'à la guerre, au pétrole, aux combines, le nez collé sur les profits des multinationales.

La droite est le principal agent de la fatalité qui nous menace. Elle est d'une insignifiance infinie, personnifiée actuellement surtout par M. Bush, mais à tort, car ce trait, qui lui va si bien, est largement partagé par une classe qui compte beaucoup de futés, car l'inintelligence prend bien des formes. A ce niveau, la bêtise est moins un fait individuel, moins une caractéristique personnelle qu'un syndrome commun tenant à l'éloignement de la problématique dont il s'agit. Celle-ci est enfouie dans le salmigondis des intérêts, de l'indifférence, des perversités du commerce, et par ailleurs perdue en aval dans un devenir terrestre que tous ces affairés plus ou moins cyniques sont à mille lieues de pouvoir ou de vouloir comprendre.

Ce n'est plus nous qui voguerons vers l'avenir. C'est l'avenir qui s'avancera vers nous, en sens contraire du temps. Comme dans Macbeth, la forêt sera en marche. La dynamique de l'histoire se renversera. Le temps de la stupéfaction éventuellement sera sur nous. Les histoires de pétrole, d'impérialisme, de guerre, n'ont déjà plus aucun sens, et les sommes incalculables qu'on y consacre, diverties de celles qui compteraient seules, sont une sinistre folie.

PIERRE VADEBONCOEUR

La solidarité paie

Aministie Internationale ne manque malheureusement pas de travail, et offre différentes façons de participer à la défense des droits de l'homme. L'une de celles-ci consiste à devenir membre du Réseau des actions urgentes. Il s'agit d'écrire aux autorités désignées afin de venir en aide aux personnes en danger, emprisonnées ou disparues. Fait méconnu: une action sur trois donne le résultat escompté! Par exemple, au Vietnam, des prisonniers d'opinion seront libérés dans les prochains jours. En Iran, Afsaneh Norouzi, accusée du meurtre du policier qui tentait de la violer, évitera la peine de mort et sera libérée.

Autrement plus réjouissant que la bonne nouvelle TVA! Impliquez-vous!
www.amnistie.qc.ca



SYNDIQUER WAL-MART

DANS LA JUNGLE DES AFFAIRES, il se trouve toujours une gigantesque corporation — je l'appelle le gorille — pour supplanter toutes les autres. Longtemps, le titre a appartenu à des compagnies manufacturières du secteur de l'automobile: Ford, puis GM. Avec la montée de l'économie du savoir et des technologies, on se serait attendu à ce qu'une compagnie comme Microsoft soit le nouveau grand singe. Surprise! En 2004, après une quarantaine d'années d'existence, c'est la compagnie Wal-Mart qui figure au sommet du palmarès de la jungle en folie. Les chiffres donnent le vertige. Pour 2004, on annonce des profits records de plus de \$10,26 milliards (US) et des ventes de \$285,2 milliards.

Ce qui étonne, c'est que Wal-Mart fait dans le commerce de détail, qui est un secteur où les marges de profit sont habituellement très petites. Comment Wal-Mart fait-il? La clé de l'énigme, c'est son mode de gestion.

Wal-Mart est un pipeline qui déverse des marchandises qu'elle achète en quantités énormes à n'importe qui qu'elle pressurise au maximum — c'est le premier secret de son succès — jusqu'à des boîtes en tôle des banlieues occidentales où elle les revend au prix le plus bas qui maximisera ses profits. Pour rentabiliser l'opération, elle pratique une gestion serrée des flux et pressure à mort ses propres employés. La recette est simple: la hausse de leur productivité doit constamment être maintenue supérieure à celle de leurs salaires et bénéfices. C'est le deuxième secret du succès de Wal-Mart.

Ce qui s'ensuit est facile à imaginer: salaires minables, lavage de cerveau, constante pression pour performer, exigence d'une totale loyauté, surveillance incessante, menaces, discrimination sexuelle, protection médicale inabordable pour la majorité des employés (aux États-Unis), heures supplémentaires non payées, non-respect des lois du travail: tout y passe et de nombreux procès sont là pour le prouver. Ah! j'oubliais: la revue *Fortune* donne Wal-Mart comme la compagnie la plus admirable.

Wal-Mart, qui compte aujourd'hui 1,2 millions d'employés et nous ramène au capitalisme d'avant le *new deal*, devrait être une cible rêvée pour un mouvement de transformation sociale sérieux et déterminé.

Pour un tel mouvement, syndiquer le géant figurerait très haut au sommet des priorités. Mais il y a un hic: Wal-Mart est un ennemi aussi nouveau que puissant et les stratégies et les moyens habituels ne suffisent pas devant pareil adversaire. Avant d'envoyer des petits salariés à l'abattoir, le mouvement syndical ferait donc bien de repenser en profondeur son action.

Il faut savoir que Wal-Mart est résolument déterminé à ce qu'il n'y ait pas de syndicat chez lui. Tout, depuis le légal jusqu'au moins légal en passant par l'illégal voire l'immoral, est mis en œuvre pour parvenir à ce but.

Pour commencer, les entrevues de sélection prennent tous les moyens, y compris des tests, pour détecter les personnes sympathiques aux syndicats, systématiquement écartées. Les dirigeants et chefs d'équipes reçoivent ensuite des formations spéciales pour apprendre à repérer et réprimer toute activité syndicale. Une ligne téléphonique permet d'ailleurs de dénoncer les activités syndicales et de demander de l'aide, 24 heures par jour. Qu'un mouvement de syndicalisation se mette en branle et une de ces équipes spécialisées pour casser pareilles initiatives s'envole aussitôt en avion privé du siège social, parfois le jour même.

Peu d'essais de syndicalisation parviennent à cette étape. Si ça arrive, Wal-Mart prend les très grands moyens. En février 2000, les 10 employés du secteur de la coupe de viande du magasin de Jacksonville, Texas, se sont syndiqués. C'était — et ça reste — une première aux USA. En réaction, Wal-Mart a tout simplement... renoncé à la coupe de viandes dans tous ses magasins! Vous avez bien lu. En février 2003 cette décision a été déclarée illégale en cour: mais la compagnie en a appelé et a amplement les moyens d'attendre.

Je suggère que Wal-Mart est pour le syndicalisme une occasion en or de se réinventer. Pour cela, il doit se demander qui il est, ce qu'il vise et pourquoi. Ça urge. Parce que pour le moment, face à Wal-Mart, les syndicats démontrent surtout leur manque de détermination, leur manque de vision et leur manque d'imagination.

À la vision d'un monde composé de producteurs/consommateurs maximisant leurs utilités, il ne suffit plus d'opposer, aussi généreuse et légitime soit-elle, celle d'un monde composé de travailleurs maxi-

misant leurs salaires et conditions de travail. Une fois satisfaits, ceux-là, en bout de piste, iront magasiner chez Wal-Mart: or, c'est justement Wal-Mart qu'il faut abolir. Pourquoi refuser de le dire? Et que mettre à sa place? Faute de réponses crédibles à ces questions, les syndicats sont devant le géant dans une impasse logique et stratégique: Jonquière nous a montré où elle conduit. L'heure est plus que jamais à inventer une nouvelle pédagogie et un nouveau discours.

Si on accepte de changer, de paradigme, on trouvera assez facilement des idées neuves.

Une proposition appelée *open-source unionism*, avancée à l'été 2004, mérite attention. Ici, c'est l'individu qui ferait partie du syndicat, pas son emploi ou son local. Les travailleurs qui le veulent appartiendraient alors à l'Association des Travailleurs de Wal-Mart et, sur cette base, ni Wal-Mart — ni aucun patron — ne pourrait plus empêcher la présence de syndiqués dans l'entreprise: ce qui permettrait aux syndicats d'avoir un pied dans la place.

On pourrait aussi imaginer un collectif qui ne serait pas un syndicat et auquel tout le monde pourrait appartenir — pas seulement les travailleurs de Wal-Mart — et qui serait voué à faire avancer la cause de la syndicalisation et à relier cette lutte aux autres mouvements progressistes, à diffuser de l'information et à éduquer sur les effets sociaux, politiques et économiques de Wal-Mart et de l'économie de marché. Ceux qui connaissent l'histoire du mouvement syndical auront reconnu ici les bourses du travail.

Je soumets donc que, par manque de vision économique, les syndicats n'ont rien de convaincant à opposer au modèle Wal-Mart et sont dès lors perçus par une part du public comme opposant leur propre cupidité et leur égoïsme calculateur à celui de la multinationale.

Je suis un peu gêné de dire ce qui, selon moi, retient les syndicats d'imaginer et d'implanter les mesures qui s'imposent. Je le dirai quand même. C'est parce que cela suppose d'avoir des convictions politiques radicales, d'oser les soutenir publiquement et de s'engager pour cela dans des activités qui ne rapportent pas, à court terme, de sous à la centrale.

NORMAND BAILLARGEON

Rationalisation énergétique

Probablement dû aux coûts grimpants de l'hydroélectricité et dans un souci d'économie d'énergie, le PDG d'Hydro-Québec André Caillé dirige depuis quelques temps avec la *switch à off*. Ayant pris exemple sur leur patron, les employés de la sécurité de certains barrages hydro-électriques dorment au gaz Métro.

FOUTAGE DE GUEULE!!!

UN CESSER-LE FEU AU CONFLIT ISRAËLO-PALÉSTINIEN...



NORMAN NAWROCKI, *Duckwork* (Les Pages Noires) Pourquoi suis-je un anarchiste? est l'éloquente pièce qui ouvre la danse sur ce premier album solo du même original co-fondateur des RHYTHM ACTIVISM (groupe activiste-début 80 à 2000- au sein duquel était aussi Urbain Desbois), DaZoque!, Bakunin's Bum, etc. Également poète et écrivain libertaire (*The Anarchist & The Devil do Cabaret*, Black Rose Book 2003), Nawrocki, avec la sensibilité et l'esprit frondeur qu'on lui connaît, épaulé son violon avec plusieurs complices pour chanter Mary Kelly, les papillons et les vrais terroristes... www.nothingness.org/music/rhythm

RAMON VITESSE

Cocktail mortel

Un adolescent meurt après avoir été mélangé par la désinformation policière et médiatique. (Deuxième partie)

Les Zamaricains, eux-mêmes ils l'ont pas l'affaire!

LE MOIS DERNIER, nous avons vu que la démonisation du cannabis par la désinformation policière et médiatique discrédite totalement les autorités quand vient le temps de mettre les jeunes en garde contre les drogues mortelles. Nous avons aussi vu qu'une étude de marketing commandée par Santé Canada à une filiale de la multinationale WPP, une des plus grandes agences de publicité au monde, avait été faussement qualifiée par les médias d'étude «de» Santé Canada, laissant croire qu'il s'agissait d'une étude scientifique. De plus, ces mêmes médias ont rapportés certaines conclusions choisies soutenant le discours alarmiste prohibitionniste, alors que d'autres conclusions contredisant les premières ont été ignorées.

Nous avons besoin d'éducateurs spécialisés dans les substances toxiques, pas de spécialistes en répression policière et en marketing.

Une des conclusions les plus intéressantes du rapport en question, commandé pour tenter de définir les paramètres d'une future campagne de marketing social, aura échappé aux mauvais journalistes. À Halifax, des sujets ayant visionné des publicités anti-marijuana ne les ont pas trouvées crédibles. Une publicité montrant une jeune fille enceinte avec le message «c'est ce qui t'arrivera sur le pot» a été citée en exemple. Les jeunes concernés ont déclaré: «On a tendance à savoir ce que l'on fait sur le pot». Voilà qui rejoint les études sur l'efficacité des campagnes anti-marijuana faites par nos puritains voisins du Sud.

L'Office of National Drug Control Policy (ONDPC), mieux connu aux États-Unis comme le bureau du «tsar de la drogue», a dépensé 1,5 milliard de dollars US depuis 1998, essentiellement pour démoniser le cannabis. Les publicités sont placées par Partnership for a Drug Free America (PDFA), un organisme quasi gouvernemental qui reçoit aussi des fonds par millions de l'industrie pharmaceutique. Cette dernière serait, avec la police, l'une des grandes perdantes de la légalisation. Le cannabis pourrait remplacer, selon certaines

Dangereux

En mai 2004, la SQ a réussi à obtenir un mandat de perquisition pour saisir des articles de fumeur de pot dans un magasin. C'est la première fois au Québec qu'on considère cela comme «objets illégaux». C'est un dangereux précédent.

une autre filiale de WPP. Le monde de la publicité est petit. Oglyvy & Mather se défend actuellement devant les tribunaux d'accusations de surfacturation dans l'orchestration des campagnes de l'ONDCP. Les créatifs de PDFA ont multiplié les campagnes publicitaires négatives trompeuses. On a tenté de faire croire aux jeunes qu'«Une bouffée t'es accroché». Une autre annonce bien connue montrait à l'écran un encéphalogramme plat comme étant celui d'un ado de 14 ans ayant fumé du pot. Jusqu'à ce que quelqu'un découvre qu'il s'agissait d'un patient dans le coma et que la pub soit retirée des ondes. Plus récemment, on a pu voir des publicités prétendant que le trafic de cannabis soutenait le terrorisme international et que les fumeurs étaient en partie responsables de leurs attentats. Bref, absolument n'importe quoi pour tenter de faire peur.

Le National Institute on Drug Abuse (NIDA), qui finance lui-aussi en partie les campagnes publicitaires, a commandé plusieurs études sur l'efficacité des dites campagnes à Westat Inc et au Annenberg Public Policy Center de l'Université de Pennsylvanie. Le rapport le plus récent *Evaluation of the National Youth Anti-Drug Media Campaign: 2003 Report of Findings* arrive à la conclusion que les campagnes de publicité négative ont eu l'effet contraire de celui visé. Les jeunes qui ont vu le plus souvent les publicités antidrogues «n'ont pas démontré de différences statistiques quant à leurs croyances et leurs habitudes». Ils ont déclaré que leurs exagérations grossières, voire caricaturales, rendaient les messages peu crédibles, et qu'il était évident pour eux qu'il s'agissait de propagande gouvernementale. Ceux qui ont été massivement exposés aux campagnes semblent «être plus

portés à adopter une attitude pro-drogues en vieillissant», que ceux qui ont été épargnés. Les auteurs du rapport ont noté que l'exposition répétée aux publicités négatives pouvait même stimuler l'usage de drogue, dans certains cas.

Ironiquement, le rapport commandé par Santé Canada démontre par l'absurde l'échec de la prohibition, puisque les jeunes croient qu'il est plus difficile de se procurer du tabac dans les cours d'école, une substance légale et réglementée, que du cannabis, une substance prohibée. La seule conclusion logique, c'est que le cannabis devrait être légalisé pour les adultes avec les mêmes restrictions et contrôles pour les jeunes que ceux imposés pour le tabac et l'alcool.

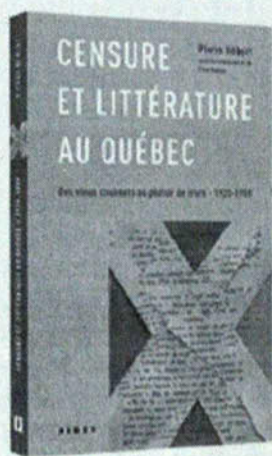
Il faut, bien sûr, faire l'éducation des jeunes sur les drogues: ils doivent connaître les effets et les dangers de l'abus de café, de cannabis, de tabac, d'alcool, de médicaments, de cocaïne, d'héroïne et de solvants volatils. Pour ce faire nous avons besoin d'éducateurs spécialisés dans les substances toxiques, pas de spécialistes en répression policière et en marketing. Des éducateurs qui informent, pas des incompetents qui mettent toutes les drogues au même niveau et qui voient dans la légalisation du cannabis une menace à leur sécurité d'emploi. La répression et la santé sont deux choses distinctes et leur mélange, comme on l'a vu, est un cocktail qui peut être mortel. D'ailleurs, comment ce fait-il que les syndicats d'enseignants acceptent que des policiers sur n'y connaissent rien fassent l'éducation des enfants sur les drogues? Les syndicats policiers accepteraient-ils que les professeurs donnent des contraventions autour des postes de police? Il faut sortir les policiers «éducateurs» des écoles et ça presse.

JEAN-MARIE LALIBERTÉ



Propagande prohibitionniste étasunienne (1937)

Au temps du « terroirisme » intellectuel



« **L**A CENSURE LITTÉRAIRE, du milieu du XIX^e siècle jusqu'au seuil de la Révolution tranquille, a été principalement exercée par le clergé », écrit Pierre Hébert dans *Censure et littérature au Québec — 1920-1959*. Depuis, la censure est passée du statut dogmatique de « loi naturelle » d'origine divine, à celui de loi civile « culturelle » modelée par la morale de situation et incarnée par d'infâmes brigades de la moralité policière.

En 1904, Rodolphe Girard perd son emploi à la parution de *Marie Calumet* et Jean-Charles Harvey subit le même sort avec les *Demi-civilisés* en 1934. Entre ces deux dates, aucune œuvre littéraire québécoise n'eut à subir les foudres du clergé. Ce qui amène Hébert à citer Roland Barthes, pour qui le summum de la censure ne consiste pas tant à interdire qu'à obliger de dire. « Il vaut mieux former (programmer) les esprits, qui recourront ensuite aux valeurs et au langage du pouvoir », écrit-il. La censure du système capitaliste n'agit pas autrement, note aussi l'auteur par l'entremise d'Ignacio Ramonet : « dans les démocraties actuelles, de plus en plus de citoyens libres se sentent englués, poissés par une sorte de visqueuse doctrine qui, insensiblement, enveloppe tout jugement rebelle, l'inhibe, le trouble, le paralyse et finit par l'étouffer. Cette doctrine, c'est la « pensée unique », la seule autorisée par une invisible et omniprésente police de l'opinion. »

Monseigneur Pâquet « le plus grand théologien du pays », écrivait en 1924 que « la fonction de l'art c'est de mener les hommes à Dieu par le rayonnement du Beau, qui est lui-même la splendeur du Vrai [...] rejete-

tant à la fois l'imitation intégrale et l'art pour l'art car, dans ces deux cas, contenu et forme se prétendent suffisants. » Pour ce faire, la liberté de l'artiste ne peut s'exercer en dehors des frontières tracées par l'Église, pour la bonne raison que « l'une des vérités fondamentales du christianisme, c'est que l'homme déchu, par la suite du péché originel d'Adam » est inapte à juger par lui-même des valeurs des œuvres artistiques. Selon la « loi naturelle » du créationnisme, à cause de la pomme du père Adam, l'homme (et sa côtelette) sont passés « de l'état d'innocence où Dieu voulut le créer, [à] une nature affaiblie dans ses facultés et fortement inclinée au mal. »

De là la nécessité d'un répertoire des ouvrages interdits pour guider les brebis égarées : l'*Index*. Il est défendu, sous peine de faute grave, de publier, de lire, de garder, de vendre, de traduire ou de communiquer aux autres un livre inscrit à l'*Index*, qui a été aboli seulement en 1966, rappelons-le. C'est ainsi que le centenaire de la mort de Balzac, en 1950, ne fut pas célébré au Québec, la majorité de ses romans étant à l'*Index*. Le *Figaro Littéraire* ironisa en relevant que 30 des 100 romans du grand écrivain n'étaient pas à l'*Index* et suggéra à nos curetons de « célébrer trente pour cent du centenaire de Balzac ». Le système de pensée unique fonctionna si bien qu'à quelques exceptions près, les œuvres littéraires québécoises d'avant la Révolution tranquille sont catholiques, régionalistes et « terroiristes ».

Le clergé ne pouvait imposer que des condamnations morales aux auteurs et aux éditeurs locaux, l'excommunication ou l'interdiction d'être inhumé dans un cimetière catholique, par exemple. Ce qui dans la société tricotée serrée de l'époque était synonyme d'exclusion, voire de bannissement. Quand l'autorité religieuse sur la société s'est effondrée avec la Révolution tranquille, le clergé s'est tourné vers l'État pour faire appliquer la morale catholique par la justice civile. Au niveau de la « littérature », la censure cléri-

cale était complètement dépassée avec l'avènement des comics et des *pocket books* à grand tirage, importés des États-Unis ou traduits ici. Les titres devenus trop nombreux rendaient quasi impossible la recension de l'ensemble des publications afin de maintenir l'*Index* à jour, et les auteurs et les éditeurs étasuniens n'avaient rien à craindre des sanctions morales du clergé québécois. La revue *Lectures de Fides* « qui s'est évertuée à contrôler les lectures au moyen de cotes morales » reproduisait en 1948 l'avis d'un médecin de New York qui attribuait les exactions de nature sadique ou sexuelle des jeunes aux « petits illustrés comiques ». C'est bien la preuve de l'obscurantisme puritain de l'époque. Aujourd'hui, les « experts » de la police vous le diront, tout ça c'est à cause d'Internet. Mais ça, c'est une autre histoire...

En juin 1959, le clergé « passe le *puck* » aux flics avec l'adoption de la loi Fulton sur l'obscénité, qui s'attaque à « l'exploitation induite des choses sexuelles ». Quelques mois plus tard, l'escouade de la moralité de Montréal saisit *L'amant de Lady Chatterley* de D.H. Lawrence et accuse ses éditeurs d'obscénité. Le Québec venait de passer de l'obscurantisme religieux à la bêtise policière.

Bien que le sujet traité soit d'un grand intérêt, le style académique de Pierre Hébert est un peu austère pour un ouvrage sur la littérature. Dans son préambule, l'auteur note qu'une histoire des rapports entre la censure et la littérature du Québec sous l'angle du contrôle cléricale faisait jusque là « cruellement » défaut, nous pourrions ajouter qu'un ouvrage « populaire » sur le sujet manque encore à l'appel.

JACQUES BOUCHARD

Pierre Hébert, *Censure et littérature au Québec — Des vieux couvents au plaisir de vivre — 1920-1959*, Fides, Montréal 2004

Le réveil équitable



« Pour des millions de gens, le café est un plaisir, un baume pour l'âme matinale encore endormie », constate Laure Waridel. Dans son ouvrage *Acheter, c'est voter, le cas du café*, l'auteure nous convie au réveil « équitable ».

L'HISTOIRE DE LA PRODUCTION DU CAFÉ, une des drogues douces les plus consommées au monde, est le prétexte pour démontrer que chacun d'entre nous a un pouvoir de changer les choses. D'aucuns diront que le pouvoir est minime, voire même illusoire. Au niveau planétaire, nous sommes engagés dans une lutte de David contre Goliath. Est-ce une raison pour démissionner ?

Du rouleau compresseur...

Nous avons un parlement mondial omnipotent et c'est l'OMC (Organisation mondiale du commerce) qui pave une voie royale aux multinationales. Ce sont de véritables machines à broyer tout ce qui s'oppose à la maximisation de leurs profits. Les règles du commerce international transcendent les pouvoirs nationaux et asservissent les populations des pays pauvres à la production de denrées et de biens de consommation dont jouissent la classe moyenne et aisée des pays industrialisés. Vite dit, ainsi va le monde. On ne sera donc pas surpris d'apprendre, concernant la petite histoire des dessous du café, que l'exploitation des paysans est la pierre angulaire du profit des multinationales du café que sont Altria (Kraft), Procter & Gamble, Nestlé ou Sara Lee, qui se partagent la moitié du marché. Parmi les joueurs intermédiaires se trouvent Starbucks, Van Houtte et Cara.

La moitié de la production mondiale de café vient de petites fermes de moins de 5 hectares. Le caféiculteur reçoit entre 0,33 et 1,50 \$ US le kilo de café qui sera vendu entre 8 et 30 \$ US le kilo dans les pays riches. Le cinquième de la production mondiale aboutit aux États-Unis, les plus grands consommateurs de café au monde.

À la coopérative paysanne...

Plus de 200 coopératives de café réparties dans 24 pays font partie du mouvement du commerce équitable. Laure Waridel documente abondamment la mise en place de l'Unión de Comunidades Indígenas de la Región del Istmo (UCIRI), située dans l'État d'Oaxaca, au Mexique. Ce rassemblement, qui compte maintenant 2 720 familles réparties dans 56 communautés, est une entreprise démocratique exigeante. D'une part, on tente d'assurer un salaire décent aux caféiculteurs. Actuellement, le prix aux producteurs de café équitable est de 1,26 \$ US la livre et de 1,41 \$ US s'il est certifié bio. Ainsi 65 % du café équitable vendu au Canada est bio contre 85 % aux États-Unis. D'autre part, on tente d'améliorer la qualité de vie des paysans et de réinvestir une partie des avoirs collectifs dans l'éducation, les soins de santé, etc.

À l'alterconsommation

C'est en Amérique du Nord qu'a pris naissance ce courant de commerce équitable. En 1946, une organisation mennonite faisait un premier achat direct auprès d'artisans latino-américains dénonçant les injustices inhérentes au commerce international et faisant valoir le besoin d'un juste prix pour les artisans et producteurs du sud. Cette initiative a donné naissance aux magasins que nous connaissons aujourd'hui sous l'appellation de Dix Mille Villages.

Outre le café, on trouve sur le marché mondial du sucre, du thé, des bananes, des noix, des légumes frais, des ballons de sport et des objets d'artisanat.

L'auteure est suffisamment lucide pour exposer les limites du commerce équitable, mais sans utopie on ne change pas le monde. Elle nous lance le défi de la consommation responsable... un geste à la fois ! L'ouvrage aborde aussi toute la question de la certification des produits équitables et contient de bonnes adresses. Bref, chacun est invité à faire un parcours qui devrait le mener à adhérer au réveil « équitable ». Votre café aura bien meilleur goût sans l'amertume de l'exploitation éhontée ! Mais est-ce une solution « viable » ?

« Inoffensive Laure Waridel »

Dans *Le Devoir* du 20 février, Jean-François Nadeau critique l'ouvrage de Laure Waridel et fustige l'auteure, la taxant de consumériste « équitable ». Un consumérisme qui s'inscrit dans la même logique que le système capitaliste néolibéral dont elle s'afflige, précise-t-il. Nadeau ouvre un débat complexe sur un ton accusateur en dénonçant l'absence, dans le livre de Waridel, d'une remise en question globale de ce système qui carbure à l'exploitation des humains et de l'environnement. Nadeau se fait plus silencieux sur les pistes à suivre... Craint-il de passer pour un « utopiste » ?

Soit, je crois que les réponses sont multiples et les modèles aussi. Certains choisissent délibérément la simplicité volontaire, le troc, etc. Bien sûr que l'idéal est de se battre pour que les paysans reprennent leur terre pour cultiver leur bouffe à eux et cessent de produire du café pour nos petits matins douillettes, qu'il soit équitable ou non. Le commerce équitable est-il un passage obligé ? Je n'ai pas de réponse et le débat est ouvert. Quant à moi, la vraie révolution arrivera lorsque les gens seront suffisamment indignés pour massivement boycotter tous les Wal-Mart de ce monde et, il va sans dire, toutes les multinationales qui sont à la base du système actuel. Pour l'instant, cela relève aussi de l'utopie. Les bas prix et les « circulaires » médiatiques qui en font la promotion gèlent la conscience de masse sauf quand celle-ci n'a plus rien à perdre.

CLÔDE DE GUISE

Laure Waridel, *Acheter, c'est voter, le cas du café*, Écosociété et Équiterre, 2005, traduction bonifiée de *Coffee with Pleasure, Just Java and World Trade*.

Les pages brunes, papier 100% postconsommation

Les Éditions spontanées publient *L'arborescence*, Guide des alternatives, véritable annuaire des alternatives québécoises dans plusieurs domaines : agriculture écologique, accouchements alternatifs, mouvements sociaux, autosanté, construction écologique, consommation responsable, action communautaire, écovillages, etc. ! Le Guide des alternatives donne adresses et description des organisations. Parfait pour tenter de vivre en dehors de la société de consommation ! Plus de renseignements à www.arborescence.qc.ca



Jason, *Je vais te montrer quelque chose*, Carabas.
Millotte, *Meilleurs vœux*
1, *Un génie pas comme les autres*, Carabas.
Christopher, *Telle mère telle fille 4*, *Les filles*, Carabas.

Cet éditeur parisien récent, éclectique et branché, offre des découvertes peuplées d'êtres, souvent nos contemporains, méchamment ballotés. Le pre-

mier, presque schématique pour le dessin, est un polar animalier désenchanté qui suinte la mélancolie des petits riens d'une vie de chien. Le second, au dessin chantant, est tissé à même l'intemporel et un facétieux génie taquine l'humain crédule désirant d'impossibles gros lots. Et, finalement, cet auteur style ligne claire, n'en fini plus de débroussailler des bribes de vies de femmes interagissant d'une naissance à l'autre tout en copinant.

VALENTIN TARDI

Musique peu ordinaire...

Lundi 22h00
L'Oreille cassée :
musique avariée

Samedi 16h00
L'Homme Scalp :
musique du monde ordinaire

Dimanche 23h00
Fais-le toi-même :
musique domestique



CKRL MF 89.1 à Québec
câble 89.5
www.ckrl.qc.ca

